

Journal du climat

Octobre 2023

Un bulletin d'information bimestriel pour les personnes qui souhaitent s'informer sur le changement climatique. Compilé par [Anja Kollmuss](#) et Thomas Schenk. Traduction française avec l'aide de Deepl et Ghjulia Sialelli. N'hésitez pas à faire circuler le Journal du climat. Vous pouvez vous abonner ici <https://bit.ly/Klimazeitung>

Table des matières

Suisse	2	De plus en plus de plaintes pour le climat dans le monde.....	9
Les citoyens ont également voté pour la loi sur le climat	2	Le Brésil renforce son objectif climatique et augmente sa production de pétrole.....	9
Le Conseil des Etats est découragé par la loi sur le CO ₂	2	Les Équatoriens stoppent l'exploitation pétrolière dans le parc national de Yasuní.....	9
Critique croissante des compensations de CO ₂	3	La compensation climatique reste critiquée	9
2023 ne sera probablement pas une élection climatique	3	Politique climatique européenne	10
Décret manteau : plus d'énergie renouvelable et de pression sur l'environnement	3	Le règlement d'urgence a-t-elle fait progresser les énergies renouvelables ?.....	10
Électricité solaire : une initiative, de nouveaux projets et un refus du Valais	4	Personnel controversé : Hoekstra succède à Timmermanns	10
Critique des centrales de réserve fossiles	5	Des jeunes vont au tribunal.....	11
Des milliards pour l'extension des autoroutes	5	Allemagne	11
Températures record et recul des glaciers	6	La loi sur le chauffage a été adoptée - la planification thermique reste à faire.....	11
Grèves climatiques ont conduit à des changements de comportement.....	6	Le débat budgétaire s'intensifie.....	11
La Confédération veut promouvoir une alimentation non-animale.....	7	Les feux de signalisation sur une trajectoire ambitieuse	12
Politique climatique internationale	7	La crise climatique visible	12
La protection du climat progresse, mais trop lentement.....	7	L'Amazonie émet de plus en plus de CO ₂	12
Résultat mitigé pour le sommet du G20.....	7	L'été des extrêmes : est-il trop tard ?.....	12
Le pape parle clairement.....	8	Nouvelles de la science du climat	13
L'industrie des énergies fossiles reçoit 13 millions de dollars de subventions chaque minute	8	Un rapport de l'UNICEF met en garde : les enfants en déplacement forcé.....	13
La politique climatique contradictoire des États-Unis	8	Les villes se développent le plus rapidement dans les zones inondables.....	13
La Californie porte plainte contre les "mensonges de Big Oil"	8	Rapport actualisé de l'AIE sur l'objectif de 1,5 degré.....	13
Des jeunes gagnent un procès sur le climat aux Etats-Unis	9	Six des neuf frontières planétaires ont été franchies.....	14

Suisse

Les citoyens ont également voté pour la loi sur le climat

Mi-juin, la loi sur la protection du climat, le contre-projet indirect à l'initiative sur les glaciers, a été acceptée par 59% des votants. L'[analyse Vox de l'institut de recherche GFS Berne](#) montre que la loi a désormais également été approuvée par la majorité des électeurs proches du PLR (66%) et du centre (64%). Dans les milieux du centre et du PLR, le besoin urgent d'agir dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat a été une raison fréquente de voter oui. Avec 42,5 %, la participation a été nettement plus faible qu'en 2021 lors de la votation sur la loi CO₂ (59,7 %), qui avait été rejetée. Selon GFS Bern, la participation était surtout nettement plus faible chez les personnes qui se positionnent à droite, voire à l'extrême droite. Plus d'informations sur [srf.ch](#).

La mise en œuvre de la loi sur la protection du climat pourrait toutefois être retardée. Le conseiller fédéral Röstli ne veut pas que la loi sur la protection du climat entre en vigueur avant 2025, ce que critiquent les [initiateurs de l'initiative sur les glaciers](#). Ils estiment que l'ordonnance nécessaire pourrait déjà être adoptée d'ici avril 2024. Celle-ci doit notamment concrétiser la manière dont les subventions pour le remplacement des chauffages fossiles et le développement de nouvelles technologies seront versées. Plus d'informations dans le [Blick](#).

Dans le [magazine du Tages-Anzeiger](#) (paywall), Marcel Hänggi, co-initiateur de l'initiative pour les glaciers et membre de l'équipe de campagne pour la loi sur la protection du climat, écrit sur sa rencontre avec le conseiller national UDC Michael Graber, qui a dirigé la campagne du non. Il y expose à quel point leurs points de vue divergent sur des faits fondamentaux concernant le changement climatique, mais reconnaît néanmoins des points communs.

Le Conseil des Etats est découragé par la loi sur le CO₂

Dans le cadre de la loi sur le CO₂, le Conseil des Etats se contente d'incitations pour réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Il renonce à des interdictions et à des taxes plus élevées pour atteindre l'objectif. C'est ce que le Conseil fédéral avait déjà proposé

dans son message sur la loi. Après le non de justesse à la loi sur le CO₂ en 2021, le Conseil fédéral a misé sur une protection du climat aussi indolore que possible, avec des subventions et des incitations.

Le Conseil des Etats a fait de nouvelles concessions par rapport à la proposition du Conseil fédéral ([voici les mesures en détail](#)). Ainsi, un tiers de la réduction de CO₂ devrait être atteint avec des certificats de protection climatique à l'étranger. Le Conseil fédéral avait proposé un plafond de 25%. Diverses études montrent que ces projets n'ont généralement que peu ou pas d'effet. Le site [Tages-Anzeiger](#) (paywall) calcule que la part qui devrait être compensée à l'étranger est même d'environ 60% si l'on ne considère que les années 2025 à 2030, c'est-à-dire la durée de validité de la nouvelle loi sur le CO₂.

Le Conseil des Etats veut également moins de protection climatique sur d'autres points. Ainsi, les voitures nouvellement immatriculées en 2030 pourront émettre à hauteur de 45% des émissions de gaz à effet de serre de 2021. La commission consultative avait demandé une réduction de 75%, le Conseil fédéral de 55%. Le Programme Bâtiments devrait ainsi disposer de moins d'argent provenant de la taxe sur le CO₂. En outre, il est prévu de renoncer à la promotion des stations de recharge pour les voitures électriques dans les immeubles collectifs et les entreprises. Plus d'informations sur [srf.ch](#), [Tages-Anzeiger](#), [Wochezeitung](#) (paywall) et [nau.ch](#). Le magazine en ligne [Lamm](#) explique la loi CO₂ dans une série de podcasts en trois parties.

La proposition du Conseil des Etats suscite des critiques. Dans le [Blick](#), Reto Knutti, chercheur en climatologie à l'ETHZ, prévient que les mesures approuvées par le Conseil des Etats ne permettront pas d'atteindre les objectifs climatiques à long terme. L'[association économique swisscleantech](#) critique également les mesures décidées par le Conseil des Etats, les jugeant insuffisantes. Selon elle, le Conseil mise sur des compensations à l'étranger, alors que la population a accepté en juin la loi sur la protection du climat. L'association demande au Conseil national, qui va maintenant considérer la loi, de fixer un objectif national et de renforcer l'incitation par une augmentation progressive de la taxe CO₂ sur les combustibles.

Alors que le Conseil des Etats veut renoncer aux interdictions, les cantons misent sur cet instrument : selon [le Tages-Anzeiger](#), ils veulent inter-

dire les nouveaux chauffages à énergie fossile au plus tard à partir de 2030. C'est ce que propose la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK). Cette mesure fait partie d'une révision globale des modèles de prescriptions énergétiques pour les cantons.

Critique croissante des compensations de CO₂

Alors que le Conseil des Etats mise davantage sur les compensations à l'étranger dans le cadre de la loi sur le CO₂, les critiques à l'encontre de cet instrument se multiplient. [Des chercheurs de l'ETH](#) reprochent à la Suisse d'encourager des échecs connus en matière de développement afin d'atteindre ses objectifs climatiques. Ils examinent un programme dirigé par la Suisse au Malawi, en Afrique du Sud-Est, qui implique des installations de biogaz chez des producteurs laitiers. Celles-ci doivent transformer le fumier de vache en biogaz, qui peut être utilisé pour la cuisson ou la production d'électricité. Les émissions ainsi économisées peuvent être créditées à la Suisse. La Suisse a conclu des accords similaires à celui avec le Malawi avec plus de dix autres pays, dont le Pérou, le Ghana, le Sénégal et le Vanuatu ([voir ici](#) la liste complète). Les chercheurs mettent en garde contre le fait que de telles installations de biogaz sont encouragées depuis des années par de nombreuses organisations, alors qu'elles tombent en panne après peu de temps dans la majorité des cas. Elles manquent d'eau, de ressources, ou de savoir-faire pour les exploiter et les entretenir. Plus d'informations à ce sujet dans la [NZZ](#) (pay-wall).

2023 ne sera probablement pas une élection climatique

Il y a quatre ans, les Verts et les Vert'libéraux ont gagné ensemble 26 sièges supplémentaires au Conseil national et au Conseil des Etats. Cela ne se reproduira pas le 22 octobre, lorsque les élections fédérales auront lieu. Selon le [baromètre électoral de la RTS](#) publié le 11 octobre, l'UDC (2,5 points de pourcentage) et le PS (1,5) gagnent du terrain. Les Verts (-3,5), les Vert'libéraux et le PLR (1 point chacun) perdront des voix. Les 32'000 personnes interrogées ont cité les primes d'assurance maladie (51%), le changement climatique (36%) et l'immigration (35%) comme les trois principaux défis politiques. Le [sondage électoral réalisé par Tamedia](#) à la mi-septembre a dressé un tableau

similaire. Selon l'analyse de la [NZZ](#) (paywall), la répartition des sièges au Conseil national et au Conseil des Etats n'entraînera toutefois qu'un changement relativement léger vers la droite.

En 2019, quelque 100'000 personnes ont participé à la manifestation pour le climat à Berne juste avant les élections. Cette année, fin septembre, ils étaient environ 60'000 à réclamer davantage de protection du climat. En vue des élections, l'Alliance pour le climat, qui a organisé la manifestation, a exigé "un parlement qui prenne la crise climatique au sérieux". Plus d'informations sur [srf.ch](#).

La [Fondation suisse de l'énergie](#) (Schweizerische Energie-Stiftung, SES) a analysé les positions des six principaux partis en matière de politique énergétique. A l'exception de l'UDC, le tournant énergétique a été adopté par tous les partis. La SES constate toutefois l'absence de certains thèmes dans les programmes électoraux et les prises de position des partis. Ainsi, les partis ne se prononcent ni sur le démantèlement du réseau de gaz fossile ni sur un calendrier contraignant de fermeture des centrales nucléaires. Les Verts sont également le seul parti à miser sur la *suffisance* pour atteindre les objectifs climatiques.

Décret manteau : plus d'énergie renouvelable et de pression sur l'environnement

Lors de la session d'automne, le Conseil national et le Conseil des Etats se sont mis d'accord sur l'acte modificateur unique ([loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité grâce aux énergies renouvelables](#)). Des objectifs contraignants de développement des énergies renouvelables sont ainsi fixés. Les nouvelles énergies renouvelables, principalement le solaire et l'éolien, doivent fournir 35 térawattheures (TWh) par an d'ici 2035, et 45 TWh d'ici 2050. Actuellement, les besoins annuels en électricité de la Suisse s'élèvent à 60 TWh. En contrepartie, la pression exercée sur la nature va augmenter. Dans les régions qui se prêtent à l'exploitation de l'énergie solaire et éolienne, les installations énergétiques devront avoir la priorité sur la protection de l'environnement et d'autres intérêts nationaux. La protection des biotopes d'importance nationale sera affaiblie par des dispositions d'exception, concrètement sur les tronçons à débit résiduel dans les zones alluviales protégées à l'échelle nationale et sur les contreforts des glaciers.

Les députés se sont également mis d'accord sur les deux points qui ont fait l'objet de divergences jusqu'à la fin : le débit résiduel et l'obligation d'installer des panneaux solaires. L'obligation de l'énergie solaire pour les nouvelles constructions a été rejetée, seuls les grands toits et les façades devront à l'avenir être équipés de panneaux solaires. Le PS et les Verts s'étaient engagés en vain en faveur d'une obligation générale d'installer des panneaux solaires sur les toits et les façades des nouvelles constructions et des rénovations de grande échelle. Les centrales hydroélectriques ne pourront réduire les débits résiduels qu'en cas de menace de pénurie d'électricité.

Pour parvenir à un compromis, le PBD comme la gauche ont dû faire des concessions. Le conseiller national du centre Nicolo Paganini a bien résumé l'ambiance : "A la fin des négociations, personne n'est malheureux, mais personne n'est non plus totalement satisfait". Plus d'informations sur [srf.ch](#), le [Tages-Anzeiger](#), la [NZZ](#) (paywall) et la [Wochezeitung](#).

L'[association économique swisscleantech](#) salue le fait que le Parlement ait "posé les jalons d'un approvisionnement en électricité sûr et renouvelable". La [Fondation suisse de l'énergie \(SES\)](#) soutient également la loi, mais regrette les reculs en matière de protection de la nature.

Une centrale à accumulation mentionnée dans l'acte modificateur unique fera l'objet de discussions : le projet Gornerli près de Zermatt. Avec 14 autres installations, il devrait permettre de disposer de plus d'électricité en hiver. La Fondation pour la protection du paysage a déjà annoncé dans la [NZZ](#) (paywall) qu'elle combattrait par tous les moyens ce projet qui empiéterait sur l'une des dernières zones glaciaires intactes.

L'[Alliance Nature & Paysage Suisse](#) veut lancer un référendum contre l'acte modificateur unique. Hans Weiss, ancien directeur de la Fondation pour la protection et l'aménagement du paysage, et Philippe Roch, ancien directeur de l'Office fédéral de l'environnement, sont les membres fondateurs de la nouvelle organisation. Ils ont jusqu'au 18 janvier pour récolter 50 000 signatures. L'alliance critique le fait que le décret manteau viole la Constitution. L'intérêt public de la protection du paysage serait à l'avenir moins important que la construction de grandes installations de production d'électricité. Ils se sont appuyés sur les déclarations du professeur Alain Griffel, spécialiste du droit public à l'université de Zurich - un portrait

de lui dans la [NZZ am Sonntag](#) (paywall). Les grandes organisations de protection de la nature ne veulent pas soutenir le référendum.

Électricité solaire : une initiative, de nouveaux projets et un refus du Valais

Les Verts veulent introduire l'obligation d'installer des panneaux solaires, à laquelle le Parlement a renoncé dans l'acte modificateur unique, par le biais d'une initiative populaire. L'[initiative "solaire"](#) lancée en août exige qu'un an après son adoption, des modules PV soient installés sur les nouvelles constructions et les rénovations de toitures. Après 15 ans, une installation solaire doit également être installée sur les maisons existantes en Suisse. Font exception les cas où l'installation est incompatible avec la protection des monuments ou disproportionnée pour d'autres raisons. Selon le [Tages-Anzeiger](#) (paywall), le PS soutient la proposition.

L'Association des entreprises électriques suisses (AES) a compilé le fait que 36 installations solaires alpines sont déjà prévues (état fin août). Elles veulent toutes profiter des fonds fédéraux du "Solar-Express". Selon le [Tages-Anzeiger](#) (paywall), Axpo veut créer un parc solaire à Hoch-Ybrig, dans le canton de Schwyz. Sur une surface de 12 terrains de football, 12 gigawattheures d'électricité devraient être produits chaque année, ce qui correspond à la consommation de 2600 ménages. Les services industriels d'Interlaken étudient une installation solaire nettement plus grande sur le lac de Brienz : pour produire environ 100 gigawattheures d'électricité solaire, il faudrait installer des modules photovoltaïques flottants sur une surface de 250 terrains de football, écrit le [Berner Zeitung](#) (paywall). A Meiringen-Hasliberg, le fournisseur d'énergie bâlois IWB prévoit, selon le [Berner Zeitung](#), une installation qui devrait fournir de l'électricité à 4500 ménages. Et à Savognin GR, l'EWZ veut construire une installation pour fournir de l'électricité à 20 000 foyers, selon le [Tages-Anzeiger](#) (paywall).

Les premiers projets ont entre-temps reçu l'accord des communes d'implantation. Selon le [Tages-Anzeiger](#), une courte majorité des électeurs de Scuol (GR) a approuvé le projet d'installation solaire alpine "ScuolSolar". L'installation, dont le coût s'élève à 100 millions de francs, doit fournir de l'électricité à 20 000 ménages. A Poschiavo (GR), les électeurs se sont également prononcés

de justesse en faveur d'une installation au col de la Bernina. Là aussi, 20 000 ménages devraient bénéficier d'une production d'électricité solaire. Les associations de protection de l'environnement s'opposent au projet, qui se situe entre un marais d'importance nationale et une réserve naturelle nationale. Entre-temps, les deux entreprises d'électricité Repower et EWZ, qui avaient d'abord manifesté leur intérêt, se sont retirées. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall) et dans la [NZZ](#) (paywall).

Le refus de l'électorat valaisan d'accélérer les autorisations pour les grandes centrales solaires alpines a fait les gros titres et suscité de nombreuses discussions. Les Verts avaient lancé un référendum contre la loi adoptée par le parlement cantonal. Cette votation était un premier test pour le "Solar-Express" décidé au pas de charge par le Parlement. Le non indique que beaucoup craignent la construction de centrales solaires dans un environnement montagneux intact, sans qu'il soit possible de déposer des recours.

Le non valaisan à la loi sur l'énergie solaire a été l'occasion pour les partisans de l'énergie nucléaire d'exiger une prolongation de la durée de vie des installations existantes ainsi que la construction de nouvelles centrales. Plus d'informations à ce sujet dans le [Tages-Anzeiger](#) ([ici](#) et [ici](#)), la [NZZ](#) (paywall) et la [Wochezeitung](#).

A propos de l'énergie nucléaire : une [étude de l'ETHZ sur l'approvisionnement en électricité de la Suisse](#), commandée par l'association économique Economiesuisse, a suscité le débat. L'étude se base sur l'hypothèse que d'ici 2025, les énergies solaire et éolienne fourniront environ 30% de moins que ce qui a été estimé par les politiques. Pour la [NZZ](#) (paywall), l'étude montre que l'approvisionnement en électricité sera d'autant plus avantageux, stable et sûr que les quatre centrales nucléaires existantes fonctionneront longtemps. La tendance de l'étude est également positive en ce qui concerne la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. Dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall), Christian Schaffner, coauteur de l'étude, est en désaccord. Dans les scénarios étudiés, le développement des énergies renouvelables, en particulier du photovoltaïque, est le pilier central. La construction d'une nouvelle centrale nucléaire serait la variante la plus chère et comporterait de grandes incertitudes quant aux coûts de construction et au calendrier.

Critique des centrales de réserve fossiles

Le Conseil fédéral veut qu'en plus des centrales hydroélectriques, de nouvelles centrales de réserve, des groupes électrogènes de secours et des installations de couplage chaleur-force puissent participer à la réserve d'électricité. La loi sur l'approvisionnement en électricité doit être adaptée en conséquence ; [la consultation à ce sujet est ouverte jusqu'au 20 octobre 2023](#). La Fondation suisse de l'énergie (SES) et le WWF rejettent les adaptations proposées. Les deux ONG critiquent le fait que le Conseil fédéral se concentre sur l'extension des centrales électriques fossiles et qu'avec le projet de loi, il ouvre la porte à l'exploitation de ces centrales. La crise climatique ne permet pas d'investir davantage dans l'infrastructure énergétique fossile. De plus, la Suisse dispose déjà aujourd'hui d'une énorme puissance de réserve sans centrales fossiles de réserve. La SES et le WWF critiquent en outre le fait que le Conseil fédéral veuille renoncer aux ventes aux enchères pour réduire la consommation. [L'association energie-wende-ja](#) rejette également la révision et critique le fait que des investissements soient ainsi réalisés pour des capacités de réserve non nécessaires. Les moyens financiers pourraient être utilisés de manière plus appropriée pour le développement de la production d'électricité renouvelable et des technologies et capacités de stockage, dont le besoin est urgent.

Des milliards pour l'extension des autoroutes

Le réseau autoroutier suisse doit être développé à hauteur de 5,3 milliards de francs. Le [Parlement](#) s'est mis d'accord sur ce point [lors de la session d'automne](#). L'A1 doit être élargie à huit voies entre Berne-Wankdorf et Schönbühl (BE), à six voies entre Schönbühl et Kirchberg (BE) et entre Le Vengeron (GE) et Nyon (VD). Des tunnels autoroutiers seront en outre construits à Saint-Gall, Schaffhouse et Bâle. Les partisans ont soutenu que cela permettrait d'éviter les embouteillages. Une minorité a évoqué en vain les résultats de la recherche sur la mobilité, selon laquelle la conduite automobile devient plus attrayante à court terme grâce à des capacités supplémentaires. Mais par la suite, davantage de personnes utiliseraient la voiture, ce qui provoquerait à nouveau des embouteillages. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall) et dans la [NZZ](#) (paywall).

L'[Association Transports](#) et Environnement (ATE) et l'[association Umverkehr](#) ont lancé un référendum contre l'extension des autoroutes. L'extension est obsolète et trop chère. Ils estiment qu'après l'approbation de la loi sur la protection du climat, il convient plutôt de marquer un temps d'arrêt dans la construction routière. Le délai pour récolter 50'000 signatures pour le référendum s'étend jusqu'au 18 janvier 2024. Plus d'informations sur [watson.ch](#).

Un autre tronçon de l'A1 sera élargi à six voies à partir du printemps 2024 : celui entre Luterbach et Härkingen dans le canton de Soleure. En 2015, le Conseil fédéral avait fixé les conditions de l'élargissement. En décembre 2020, le Département des transports a rendu une décision d'approbation des plans, ce qui correspond à une autorisation de construire. Des recours ont été déposés auprès du Tribunal administratif fédéral, qui les a rejetés ou n'en a accepté qu'une partie, comme l'a indiqué l'[Office fédéral des routes \(OFROU\)](#).

Le principe de transparence des coûts ne s'applique pas au trafic routier, comme l'a montré une nouvelle fois un débat au Grand Conseil zurichois. Il y a onze ans, un député GLP avait demandé par le biais d'une initiative parlementaire que la transparence des coûts soit appliquée au trafic routier. L'intervention a été clairement rejetée, comme l'écrit la [NZZ](#) (paywall). Les nouveaux calculs de l'Office cantonal de la mobilité sur les coûts externes du trafic routier n'ont rien changé. Rien que dans le canton de Zurich, les dommages climatiques et environnementaux, les atteintes à la santé, les pertes de récoltes dans l'agriculture ainsi que les dommages aux bâtiments représentent un peu plus de 1,2 milliard de CHF de coûts non considérés. Si ces coûts étaient répercutés sur les taxes de circulation, comme le demandait l'initiative, l'impôt sur les véhicules à moteur passerait de 400 francs en moyenne par voiture aujourd'hui à 2000 francs par an.

Températures record et recul des glaciers

L'été 2023 a été en Suisse le cinquième plus chaud depuis le début des mesures en 1864. La moyenne des températures de juin à août a été supérieure de 1,6 °C à la norme 1991-2020 dans l'ensemble du pays, comme le constate [MétéoSuisse dans son bulletin climatique](#). Par rapport à la période pré-industrielle 1871-1900, des températures supé-

rieures de 2,3 °C ont été mesurées en été. Ce qui est frappant, c'est l'accumulation d'étés chauds ces dernières années : 2015, 2017, 2018, 2019, 2022 et maintenant 2023.

L'automne a également commencé beaucoup trop chaud : le mois de septembre a été le plus chaud en Suisse depuis le début des mesures, écrit [MétéoSuisse](#). La moyenne nationale était de 14,3 °C. C'est 3,8 °C de plus que la norme 1991-2020. Les spécialistes du climat parlent d'un saut quantique. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et sur [srf.ch](#). Un temps anticyclonique ensoleillé et persistant durant la première moitié du mois de septembre a contribué à ce résultat; plus d'informations sur ce fameux anticyclone Omega dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall).

Cette année encore, les températures records ont eu raison des glaciers. En 2023, ils ont perdu 4% de leur volume, comme le montrent les derniers chiffres de la [Commission suisse pour l'observation de la cryosphère](#). Il s'agit du deuxième plus fort recul depuis le début des mesures. L'année précédente, la perte avait atteint 6%. Au cours de ces deux années extrêmes, les glaciers suisses ont donc perdu 10% de leurs glaces. Les raisons de la fonte des glaciers de cette année sont les mêmes que celles de l'année précédente : peu de neige en hiver et des températures plus élevées en été. Pour en savoir plus, consultez le [Tages-Anzeiger](#) ([ici](#) et [ici](#)), la [NZZ](#) (paywall) et le [Spiegel](#).

Grèves climatiques ont conduit à des changements de comportement

Près d'un tiers des Suisses ont changé leurs habitudes quotidiennes suite à la grève climatique *Fridays for Future* lancée par Greta Thunberg. [Une étude de l'EPFL](#) montre qu'environ 30% des personnes interrogées ont changé leurs habitudes de transport, d'achat et de recyclage suite aux protestations. Pour cette étude, quelque 1200 personnes âgées de 18 à 74 ans n'ayant pas participé aux grèves ont été interrogées à la suite des manifestations d'octobre et de novembre 2019. Les chercheurs voulaient ainsi déterminer si le mouvement avait entraîné des changements concrets de comportement. Les personnes interrogées ont déclaré avoir davantage cherché des alternatives à la voiture pour se rendre au travail et avoir mangé plus souvent végétarien. Selon les auteurs de l'étude, les résultats montrent que les protestations ont rendu les gens plus conscients de l'impact de leur comportement sur l'environnement et

que des changements importants sont en cours au niveau individuel. Plus d'informations dans le [Blick](#) et sur [Euronews](#).

La Confédération veut promouvoir une alimentation non-animale

La Confédération s'engage pour une alimentation plus respectueuse du climat. La "[Stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation 2050](#)" vise à soutenir les mesures d'adaptation du secteur agroalimentaire au changement climatique et de réduction des gaz à effet de serre. Aujourd'hui, les aliments sont responsables d'environ un quart des gaz à effet de serre émis par les ménages. D'ici 2050, les gaz à effet de serre générés par l'alimentation par habitant devraient être réduits de deux tiers par rapport à 2020. Les émissions de gaz à effet de serre de la production agricole nationale doivent être réduites d'au moins 40% par rapport à 1990. La stratégie renonce aux interdictions et mise plutôt sur l'information et la sensibilisation. Cela doit notamment permettre de réduire la consommation de viande en Suisse. Les organisations de protection de l'environnement critiquent l'horizon temporel de 2050 et doutent que les mesures proposées soient suffisantes. L'Union des paysans craint que la Confédération ne tente de limiter la production animale et d'orienter la consommation. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ](#) (paywall).

Politique climatique internationale

La protection du climat progresse, mais trop lentement

Huit ans après la conclusion de l'Accord de Paris, des progrès ont été réalisés en matière de protection du climat, mais ils sont loin d'être suffisants. Le nouveau [rapport Global Stocktake synthesis](#) (inventaire mondial) de la **convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques** (CCNUCC) examine dans quelle mesure les pays ont tenu leurs promesses en matière de climat. Lors de l'adoption de l'Accord de Paris, les pays se sont mis d'accord pour se réunir tous les cinq ans à partir de 2023 afin d'évaluer les mesures de protection du climat des pays et de négocier s'il convient de renforcer les efforts. Le nouveau rapport s'inscrit dans ce processus.

Par rapport aux prévisions faites avant l'adoption de l'Accord de Paris, ce dernier a conduit à la définition de nouvelles contributions déterminées au niveau national (CDN) qui réduiraient considérablement le réchauffement futur. Mais cela ne suffit pas pour atteindre les objectifs à long terme de l'Accord de Paris. Selon le rapport, le monde se dirige vers un réchauffement d'environ 2,5 degrés d'ici 2100 avec les engagements climatiques actuels - à condition que les pays s'y tiennent. Pour en savoir plus, consultez le [New York Times](#) (paywall) et [Climate Change News](#).

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les coûts sociaux et économiques des effets de la crise climatique devraient pousser certains pays à un haut niveau de dette publique. Le [FMI a publié un rapport à ce sujet](#). Celui-ci appelle les gouvernements à taxer les émissions de gaz à effet de serre et à accorder un "rôle plus décisif" au financement privé afin de lever des fonds pour la réduction nécessaire des émissions et pour couvrir les coûts croissants des pertes et dommages liés à la crise climatique.

Résultat mitigé pour le sommet du G20

Le sommet du G20 a débuté un jour seulement après la publication du [rapport de synthèse de la CCNUCC sur l'inventaire mondial](#). Les résultats de la réunion ont été mitigés. Parmi les points positifs, les plus grandes économies se sont mises d'accord pour tripler les capacités d'énergie renouvelable d'ici 2030. Parallèlement, il a été constaté que les pays en voie de développement ont besoin d'un financement rentable pour la transition énergétique. L'admission de l'Union Africaine - une coalition de 55 États - en tant que membre permanent du G20 a également été importante. Cela signale une plus grande représentation de l'hémisphère Sud au sein du forum international.

Les pays ne sont toutefois pas parvenus à se mettre d'accord sur une formulation relative à l'abandon des combustibles fossiles. Dans la déclaration de Delhi, les pays sont invités à "accélérer les efforts visant à éliminer progressivement la production toujours aussi intense d'électricité à partir de charbon". Les chefs d'État et de gouvernement s'étaient déjà mis d'accord sur exactement la même phrase lors de leur dernière réunion à Bali il y a dix mois.

Un nouveau [rapport d'Oxfam](#) compare les objectifs climatiques des pays du G20 et conclut que les

pays à hauts revenus du G20 et de l'UE ont des objectifs climatiques bien inférieurs à une part équitable des réductions d'émissions requises au niveau mondial. Cela remet en question l'affirmation du G-7 selon laquelle ses plans d'émission sont suffisants et que la responsabilité principale incombe aux pays à revenus moyens. Plus d'informations dans la [Déclaration des leaders de New Delhi](#), sur [Climate Change News](#) et [DownToEarth.org](#).

Le pape parle clairement

Le pape François a publié une mise à jour de son encyclique sur l'environnement de 2015 ([Laudate deum](#)). Il y met en garde contre les dommages irréversibles qui sont déjà infligés aux humains et à la planète. Il y déplore qu'une fois de plus, ce sont les pauvres et les plus faibles du monde qui paient le plus lourd tribut. "Nous devons surmonter la mentalité qui se montre préoccupée mais qui n'a pas le courage d'apporter des changements essentiels. Nous ne sommes plus en mesure d'arrêter les énormes dégâts que nous avons causés. Il nous reste à peine le temps d'éviter des dommages encore plus tragiques", a-t-il ainsi averti. Plus sur [Associated Press](#).

L'industrie des énergies fossiles reçoit 13 millions de dollars de subventions chaque minute

Le Fonds monétaire international (FMI) [rapporte](#) que les énergies fossiles ont bénéficié de 7 trillions (soit 1 000 000 000 000) de dollars de subventions publiques dans le monde en 2022. 20% de ce montant sont des subventions directes, telles que des réductions de prix pour les consommateurs, qui ont doublé depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. 80% du montant calculé sont des subventions dites "implicites". Il s'agit de coûts que les consommateurs ne paient pas directement, comme les dommages à la santé et à l'environnement. Les subventions accordées aux industries du pétrole, du gaz et du charbon représentent aujourd'hui 7% du PIB mondial et dépassent de loin les 4% que le monde consacre à l'éducation. Plus d'informations du [FMI](#) et du [Guardian](#).

La politique climatique contradictoire des États-Unis

Dans la dernière newsletter sur le climat, nous avons évoqué la politique énergétique et climatique de la Chine. La politique climatique des États-Unis est elle aussi marquée par des contradictions et des oppositions. Jamais les États-Unis n'ont produit autant de pétrole qu'en ce mois de septembre. En parallèle, le président Biden a qualifié le changement climatique de "menace existentielle" et a annoncé la création d'un corps de protection du climat. Une prévision d'[Oil Change International](#) montre que les États-Unis seront responsables de plus d'un tiers de l'expansion totale des combustibles fossiles prévue d'ici 2050. Ces contradictions ne sont pas nouvelles. Lorsque les États-Unis ont participé aux négociations de l'accord de Paris en 2015, ils ont levé l'interdiction d'exporter du pétrole brut le même mois. Aujourd'hui, les États-Unis sont le [premier producteur mondial de pétrole](#) et le [premier exportateur de gaz naturel liquéfié](#). Mais en raison de la croissance fulgurante de l'extraction du gaz de schiste, les États-Unis produisent aussi nettement moins d'électricité à base de charbon. De ce fait, les émissions du pays ont baissé de près de 20 % depuis 2005.

L'Inflation Reduction Act est de loin l'investissement le plus important que le pays ait jamais réalisé dans les énergies renouvelables. Pourtant, même les prévisions les plus optimistes quant aux effets de la loi ne permettent guère d'espérer une diminution de la production de combustibles fossiles au cours de la prochaine décennie. C'est la raison pour laquelle tant les activistes climatiques de plus en plus frustrés que les politiciens plus modérés adoptent une ligne beaucoup plus conflictuelle vis-à-vis de l'industrie des combustibles fossiles, comme le montre la dernière action en justice pour le climat en Californie (voir article suivant). Plus d'informations dans le [New York Times](#) (paywall).

La Californie porte plainte contre les "mensonges de Big Oil"

L'Etat américain de Californie poursuit en justice les groupes pétroliers et gaziers et veut les faire participer aux coûts du changement climatique. Selon la [plainte](#), elles mènent depuis 50 ans une campagne de désinformation visant à dissimuler l'impact des énergies fossiles sur le climat. La Californie poursuit en justice cinq multinationales

du pétrole (Exxon, Shell, BP, Conoco Phillips et Chevron), ainsi que l'association professionnelle [American Petroleum Institute](#). L'objectif est de créer, avec les éventuelles pénalités payées par les entreprises, un fonds qui couvrira les coûts des catastrophes environnementales lorsqu'il est prouvé qu'elles surviennent ou sont aggravées par les conséquences du changement climatique, comme les incendies de forêt ou les inondations. Les multinationales du pétrole n'ont jamais eu d'adversaire aussi puissant : la Californie sera bientôt la [quatrième puissance économique](#) (après les Etats-Unis, la Chine et le Japon). Elle est en outre le premier Etat producteur de pétrole à porter plainte contre les entreprises. Plus sur [Klimareporter](#).

Des jeunes gagnent un procès sur le climat aux Etats-Unis

Aux États-Unis, un groupe de jeunes du Montana âgés de 5 à 22 ans a gagné un procès sur le climat. Le [jugement](#) garantit un "droit constitutionnel fondamental à un environnement propre et sain, dont le climat fait partie". L'État du Montana possède l'une des constitutions les plus avancées des États-Unis, qui garantit le droit à un environnement propre. Les jeunes ont porté plainte contre une révision de la loi environnementale du Montana. Le gouvernement républicain avait fait passer une révision de la loi qui interdisait aux autorités publiques de prendre en compte les émissions de gaz à effet de serre ou le changement climatique lors de l'approbation de grands projets énergétiques. Le juge a estimé que cette révision était anticonstitutionnelle.

C'est la première fois qu'un tribunal américain décide qu'un gouvernement a violé les droits des enfants en ignorant le changement climatique. Il existe 23 États qui ont inscrit des droits similaires dans leur constitution, de sorte que ce jugement pourrait ouvrir la voie à une série de contestations similaires au niveau des États. Le jugement n'est pas encore définitif et l'état du Montana peut faire appel. Pour en savoir plus, voir [APNews](#), [ARD Tagesschau](#), [Washington Post](#) et [The Nation](#).

De plus en plus de plaintes pour le climat dans le monde

Dans le monde entier, les procédures juridiques pour manque de mesures de protection du climat ont nettement augmenté ces dernières années. La plupart se sont déroulées et se déroulent encore

aux Etats-Unis, mais plusieurs ont également eu lieu en Allemagne, comme l'a montré une [étude](#) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en juillet. En 2022, [près de 2200 actions en justice pour le climat](#) ont été entendues. En 2017, ce chiffre s'élevait à 900. Une grande partie des plaintes n'a pas été acceptée ou a été rejetée par les tribunaux, mais des jugements importants ont été rendus en faveur des plaignants, notamment en Allemagne et aux Pays-Bas. Plus d'informations sur [Klimareporter](#).

Le Brésil renforce son objectif climatique et augmente sa production de pétrole

Au Brésil aussi, la politique climatique est contradictoire. Le gouvernement brésilien s'est déclaré prêt à revenir sur l'affaiblissement de l'objectif climatique entrepris par l'ancien président Jair Bolsonaro et à travailler sur un nouvel objectif climatique amélioré. Parallèlement, le pays est en train de devenir le quatrième producteur mondial de pétrole. La production de pétrole du pays ne cesse d'augmenter. Le pays dispose d'importantes réserves et intensifie ses activités d'exploration et de forage. Pour en savoir plus, consultez [Oil Price.com](#).

Les Équatoriens stoppent l'exploitation pétrolière dans le parc national de Yasuní

Les électeurs équatoriens ont voté, lors d'un référendum historique, pour l'arrêt de tous les nouveaux forages pétroliers dans le parc national amazonien Yasuní. Le vote sur le Yasuní a été le résultat de deux décennies de travail de fond des activistes et des organisations autochtones. Ainsi, 726 millions de barils de pétrole resteront sous terre dans le parc national Yasuní. Le parc national est l'une des régions les plus riches en biodiversité de la planète et abrite les communautés Tagaeri et Taromenane, deux des dernières communautés autochtones au monde qui n'ont aucun contact avec le monde extérieur. Plus d'informations dans le [Guardian](#), chez [Conservation](#) et [AP-News](#).

La compensation climatique reste critiquée

Les projets qui protègent les forêts existantes (REDD+) sont ceux qui génèrent le plus de certifi-

cats sur le marché volontaire du carbone - environ un quart de tous les crédits à ce jour. Dans le cadre de ces projets, les gouvernements, les organisations, les communautés et les individus dans les zones forestières (principalement dans les régions tropicales de l'hémisphère Sud) sont payés pour des activités qui préservent la forêt et évitent des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, de nombreuses études et rapports montrent qu'une grande partie de ces projets ne sont que peu utiles au climat.

Un exemple est le projet Tumring, qui vise à protéger une zone de forêt tropicale dans l'un des principaux hotspots de biodiversité du Cambodge. Un [nouveau rapport d'Unearthed](#) révèle toutefois clairement que la forêt de Tumring est déboisée à une échelle bien plus importante que ne le montrent les documents officiels. Le rapport fait également état d'une série d'autres projets REDD de faible qualité.

Une [nouvelle étude publiée dans la revue Science](#) montre que des millions de certificats issus de tels projets forestiers (approuvés par Verra, le leader mondial en matière de certification) sont en grande partie sans valeur. S'ils sont utilisés pour des compensations, ils peuvent aggraver le réchauffement climatique, car les acheteurs ne prennent pas de mesures de protection du climat et atteignent malgré tout leurs objectifs climatiques sur le papier. [Carbon Market Watch](#) a publié [un examen détaillé](#) des principales méthodes REDD+ utilisées sur le marché volontaire du carbone et parvient à une conclusion similaire.

Les investisseurs qui spéculent sur les crédits carbone pourraient perdre des milliards. En effet, de plus en plus d'études scientifiques montrent que de nombreux crédits carbone qu'ils achètent n'ont aucune valeur écologique et ne sont donc pas revendus.

Malgré cela, les investissements dans de tels projets de compensation REDD+ sont toujours importants. Blue Carbon, une entreprise basée à Dubaï et présidée par un membre de la famille royale des Émirats arabes unis, a signé un protocole d'accord avec le [Zimbabwe](#) pour générer des certificats carbone REDD+ d'une valeur d'un milliard de livres Sterling sur environ 20 % des terres du Zimbabwe. L'entreprise a également signé des protocoles d'accord avec [la Tanzanie](#) et [la Zambie](#). Et au [Liberia](#), Blue Carbon veut acquérir 10% de la masse terrestre du pays et gérer plus d'un mil-

lion d'hectares de forêts tropicales pendant 30 ans.

Plus d'informations sur le [Guardian](#), [Greenpeace](#) et [Climate Change News](#). L'Oeko Institut a publié [six fiches d'information utiles](#) sur différents types de projets sur le marché du carbone. D'autres fiches d'information seront publiées d'ici la fin de l'année 2023. [Carbon Brief](#) a rassemblé [des études de cas](#) sur la manière dont les projets de compensation affectent les peuples indigènes et les communautés locales.

Politique climatique européenne

Le règlement d'urgence a-t-elle fait progresser les énergies renouvelables ?

Dans le cadre de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et de la crise des énergies fossiles qui en a résulté, le règlement d'[urgence](#) a été adopté fin 2022 par l'UE. Point central de ce règlement : le développement des énergies renouvelables doit être relancé beaucoup plus rapidement grâce à des procédures d'autorisation simplifiées.

SolarPower Europe a maintenant évalué les progrès pour 16 États membres. Le résultat est mitigé. Alors que l'Allemagne et le Portugal sont relativement bien placés, les progrès sont très limités en Bulgarie et aux Pays-Bas. Des obstacles importants subsistent, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive sur les énergies renouvelables (RED III) récemment adoptée.

Seuls 10 des 27 États membres de l'UE ont atteint un niveau de développement de l'énergie éolienne compatible avec l'accord de Paris sur le climat, écrit l'organisation de protection de la nature WWF dans un nouveau [rapport](#). D'ici 2030, les capacités de développement devront être doublées et la consommation d'énergie réduite afin de respecter les objectifs.

Personnel controversé : Hoekstra succède à Timmermanns

Avant l'élection d'un nouveau Parlement européen en juin prochain et l'entrée en fonction d'une nouvelle Commission européenne, un changement

explosif a eu lieu début octobre au sein de l'équipe dirigeante de la Commission. Le Parlement européen a confirmé que le chrétien-démocrate Wopke Hoekstra, ancien ministre néerlandais des Finances et des Affaires étrangères, succédera à Franz Timmermanns au poste de commissaire au climat.

Mais avant cela, les critiques ont fusé de la part des défenseurs du climat. Hoekstra a longtemps travaillé comme cadre dans la compagnie pétrolière Shell et ne s'est jamais occupé de questions climatiques par le passé. Avant le vote, Hoekstra a répondu pendant trois heures aux questions critiques des parlementaires européens. En tant que commissaire européen chargé du Climat, il représentera entre autres l'UE lors de la prochaine conférence mondiale sur le climat. Les dossiers en cours du "Green Deal" ne sont toutefois pas négociés par Hoekstra, mais par le commissaire et vice-président de la Commission, Maroš Šefčovič. Voir ZEIT Online et Tagesschau.

Des jeunes vont au tribunal

Six jeunes Portugais ont porté plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) contre 32 gouvernements au total, dont les 27 États membres de l'UE, le Royaume-Uni, la Norvège, la Turquie, la Russie et la Suisse. Principal grief : l'action des gouvernements contre la crise climatique est trop lente et viole leurs droits humains. Il s'agit du plus grand procès sur le climat devant la CEDH.

Les six avocats des plaignants font face à un total de 80 avocats des États. CAN Europe a décrit le procès, qui a débuté fin septembre, comme celui de David contre Goliath. Nous verrons si la plainte aboutit lors du verdict attendu en 2024. Plus d'informations sur Euractiv.

Allemagne

La loi sur le chauffage a été adoptée - la planification thermique reste à faire

En septembre, le Bundestag et le Bundesrat ont donné leur accord final à la loi sur l'énergie des bâtiments (Gebäudeenergiegesetz, GEG), familièrement appelée loi sur le chauffage. Elle entrera en vigueur en janvier 2024. Cette loi doit permettre à long terme de rendre le chauffage des

bâtiments neutre pour le climat. La ZDF a établi ici un aperçu des chauffages qui seront encore autorisés à l'avenir. Entre-temps, l'Öko-Institut a calculé pour le ministère de la protection du climat que, selon le comportement des consommateurs finaux, la loi permettra d'économiser un peu moins de 40 millions de tonnes de CO₂ d'ici 2030, tandis que les émissions annuelles du secteur s'élevaient dernièrement à 112 millions de tonnes de CO₂. Le Conseil d'Experts pour les questions climatiques (Expertenrat für Klimafragen) a attesté que la GEG et d'autres mesures prévues par le gouvernement fédéral ne suffiront pas à combler le déficit de protection du climat en 2030 - c'est-à-dire le montant total des objectifs non atteints - dans le secteur.

Comme la GEG doit être étroitement liée à la loi sur la planification thermique (Wärmeplanungsgesetz, WPG), de nombreuses directives ne s'appliqueront de toute façon qu'à partir de 2028. La WPG est en cours de procédure parlementaire et devrait entrer en vigueur d'ici la fin de l'année. Vous trouverez d'autres articles sur le site du Bayerischer Rundfunk ou du Wirtschaftswache.

Le débat budgétaire s'intensifie

Traditionnellement, le Bundestag se penche sur le budget fédéral pour l'année à venir lors de la première semaine de session après la pause estivale. Au cours de cette "semaine budgétaire", le ministre des Finances Lindner a examiné le projet d'économies. Le budget fédéral doit être réparti en 25 plans distincts, à partir desquels les institutions importantes ou les ministères seront financés. Lindner veut ainsi réduire les budgets. Ainsi, les dépenses du ministère de l'Économie et de la Protection du climat devraient être réduites de 14,5 milliards d'euros à moins de 11 milliards d'euros. Les détracteurs critiquent toutefois la politique d'austérité ainsi que le recours à des budgets dits secondaires. Plus d'informations sur l'évolution du budget fédéral sur T-Online.

Le WWF Allemagne critique en outre le fait que le projet de budget ne contienne jusqu'à présent aucun critère pertinent pour les investissements publics dans la perspective d'une transformation nette zéro. L'organisation environnementale demande ainsi que, premièrement, l'accent soit mis sur la transformation dans la planification budgétaire. Ainsi, au moins 46 milliards d'euros d'investissements publics seraient nécessaires pour financer la protection nationale du climat. Deuxièmement,

mement, le budget devrait combler le déficit de financement pour le climat et la biodiversité. Troisièmement, les subventions de l'État nuisibles à l'environnement et au climat, qui s'élèvent à 68 milliards d'euros par an, doivent être supprimées et réutilisées. À titre de comparaison, le budget total devrait s'élever à environ 445 milliards d'euros en 2024. Plus d'informations sur le site du [Bundestag](#) et du [Tagesschau](#).

Les feux de signalisation sur une trajectoire ambitieuse

Une nouvelle [étude](#) de la fondation Bertelsmann montre que, malgré les mauvais sondages et les nombreuses querelles, le gouvernement Ampel a déjà réalisé ou au moins abordé environ deux tiers des 453 promesses du contrat de coalition. Le contrat de coalition contient 50% de "véritables promesses" de plus que celui du gouvernement précédent (grande coalition) et est donc considéré comme très ambitieux. Au ministère de l'Économie et de la Protection du climat, 40% des promesses sont déjà pleinement réalisées - seules 22% ne le sont pas encore. Le bilan est donc supérieur à la moyenne par rapport à d'autres ministères.

La crise climatique visible

L'Amazonie émet de plus en plus de CO₂

L'Amazonie a commencé à rejeter du CO₂. En 2021, des échantillons d'air ont montré que l'absorption de CO₂ par la forêt tropicale avait diminué et que certaines zones étaient devenues une source de CO₂. La combinaison du réchauffement climatique et d'une déforestation drastique pourrait accélérer l'assèchement de l'Amazonie et créer un véritable risque d'incendie pour la forêt tropicale. Le feu pourrait être un point de basculement décisif de la forêt amazonienne, en privant de grandes parties de l'Amazonie de ses arbres. Bien que le feu ne soit pas vraiment présent dans les forêts tropicales, il y joue un rôle croissant lorsque la forêt est endommagée, amoindrie ou totalement disparue. Plus d'informations sur [Nature](#) et le [PIK](#).

L'été des extrêmes : est-il trop tard ?

Le mois dernier a été le mois de septembre le plus chaud au monde. Et 2023 est en passe de devenir l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec une augmentation de 1,4 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Dans de nombreux pays, l'été a été marqué par la chaleur, les incendies et les inondations. Comment faut-il classer ces phénomènes météorologiques extrêmes ? Un point de basculement a-t-il déjà été franchi ? [Le Guardian](#) a interrogé 45 scientifiques de renom à ce sujet.

Ils expliquent que le réchauffement global observé jusqu'à présent est tout à fait conforme aux prévisions scientifiques des trois dernières décennies, même s'il semble désormais que les événements aient pris une tournure inquiétante. Les chercheurs soulignent que le monde n'a pas encore franchi le "point de basculement" vers un changement climatique incontrôlable. Certains mettent toutefois en garde contre le fait que ce point se rapproche de plus en plus.

Les scientifiques soulignent également que les phénomènes météorologiques extrêmes de ces derniers mois ne sont que la "pointe de l'iceberg". D'ici une décennie seulement, 2023 pourrait être une année normale, si aucune mesure drastique de protection du climat n'est prise.

Voici quelques citations des spécialistes consultés :

La professeure Julie Arblaster de l'université Monash, Australie : "Les variations d'une année à l'autre, dues à la variabilité naturelle, signifient que les températures mondiales augmentent comme un escalier et non comme une ligne droite, et nous voyons un grand bond en avant cette année".

Dr Friederike Otto de l'Imperial College London, Grande-Bretagne : "Le temps change comme les scientifiques l'attendaient et le prévoient, mais nos sociétés et nos écosystèmes sont plus vulnérables aux changements, même mineurs, que ce que l'on pensait jusqu'à présent, et les dégâts sont donc plus importants".

Le professeur Malte Meinshausen de l'Université de Melbourne, en Australie, a déclaré : "Les prévisions de la science climatique sont assez robustes depuis des décennies. Malheureusement, l'obstination de l'humanité à émettre des quantités toujours plus importantes de gaz à effet de serre s'est également révélée assez robuste. Si nous ne stoppons pas rapidement le réchauffement climatique,

les événements extrêmes auxquels nous assistons cette année feront pâle figure face à ceux à venir".

L'écrasante majorité des chercheurs a indiqué une mesure décisive : réduire les combustibles fossiles à zéro. Plus sur le [Guardian](#)

Nouvelles de la science du climat

Un rapport de l'UNICEF met en garde : les enfants en déplacement forcé

Un [rapport du Fonds des Nations unies pour l'enfance \(Unicef\)](#) montre qu'entre 2016 et 2021, plus de 43 millions d'enfants dans 44 pays ont été contraints de se déplacer en raison de phénomènes météorologiques provoqués par le changement climatique. 95 % des déplacements ont été causés par des inondations et des tempêtes. Cela correspond à environ 20 000 enfants qui sont déplacés chaque jour. Il ne s'agit là que de la "pointe de l'iceberg", car beaucoup plus d'enfants sont probablement concernés. Le nombre d'enfants déplacés par la sécheresse est "radicalement sous-déclaré", car ces déplacements sont moins soudains et donc plus difficiles à recenser. Les pays qui comptent le plus d'enfants déplacés sont la Chine, l'Inde et les Philippines. Pour en savoir plus, consultez le site [TAZ](#).

Les villes se développent le plus rapidement dans les zones inondables

Dans de nombreux pays, les villages et les villes situés dans des zones à haut risque d'inondation connaissent la croissance la plus rapide. Il s'agit d'une tendance inquiétante, d'autant plus que le changement climatique aggrave les catastrophes liées aux inondations dans le monde. L'Asie de l'Est présente le pourcentage le plus élevé d'habitations situées dans des zones à risque d'inondation, soit plus de 18 %. Le développement dans les zones inondables est principalement motivé par la rareté des terres dans des zones plus sûres. Plus sur [Nature](#).

Rapport actualisé de l'AIE sur l'objectif de 1,5 degré

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié [sa version mise à jour du scénario 1,5°C](#). Elle tient compte de la reprise économique après la pandémie COVID-19, de la "croissance exceptionnelle" des technologies d'énergie renouvelable, de l'augmentation des investissements dans les combustibles fossiles et des "émissions obstinément élevées".

L'AIE appelle à au moins tripler la capacité totale des énergies renouvelables pour atteindre 1,5 TW ou plus d'ici 2030 et réitère son appel aux pays prospères pour qu'ils accélèrent leur transition énergétique. "Dans le scénario net zéro actualisé, un énorme développement des énergies renouvelables piloté par les politiques publiques entraîne une baisse de 25% de la demande en combustibles fossiles d'ici 2030 et une diminution de 35% des émissions par rapport au pic de 2022", écrit l'AIE.

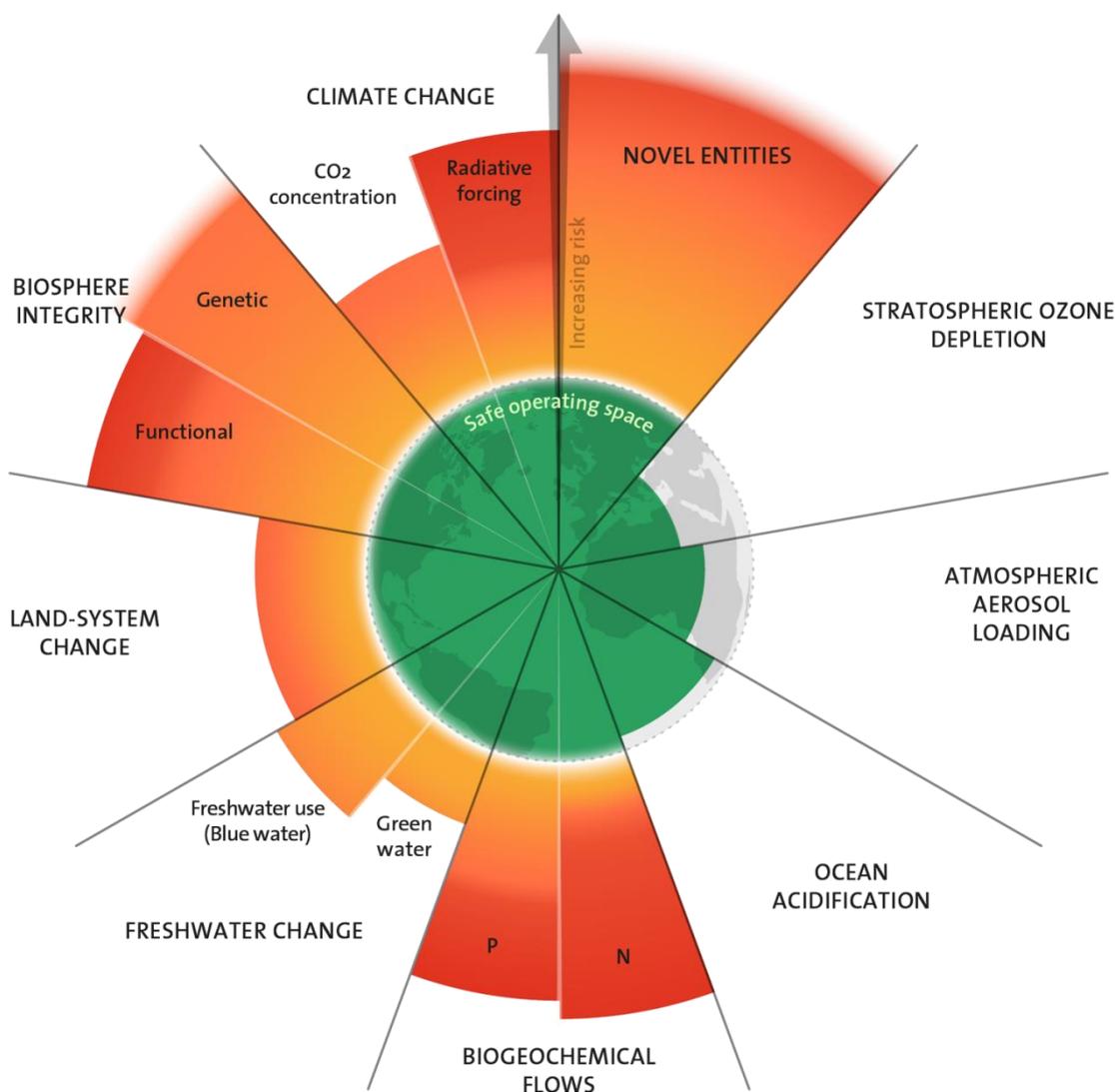
Étant donné que la demande en combustibles fossiles diminuerait de 80% d'ici 2050, "aucun nouveau projet pétrolier ou gazier à long terme ne serait nécessaire, pas plus que de nouvelles mines de charbon, des extensions de mines ou de nouvelles centrales électriques au charbon dont la puissance ne serait pas réduite". Le scénario montre également une forte augmentation des véhicules électriques et des pompes à chaleur. Il faut toutefois continuer à investir dans certains projets pétroliers et gaziers afin d'éviter des pics de prix ou des pénuries d'approvisionnement.

L'AIE met en garde contre le fait que les pays qui n'accélèrent pas la transition énergétique d'ici 2030 s'appuient trop sur les technologies d'élimination du CO₂, qui sont coûteuses et n'ont pas été testées à grande échelle. "Pour maintenir en vie l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, le monde doit rapidement s'unir", a déclaré Fatih Birol, le chef de l'AIE. "Une forte coopération internationale est essentielle pour réussir. Face à l'ampleur du défi, les gouvernements doivent séparer le climat de la géopolitique". Plus sur [l'AIE](#) et [Energy mix](#).

Six des neuf frontières planétaires ont été franchies

La capacité de résistance de notre planète diminue : Six des neuf limites de la capacité de résistance de la planète ont été dépassées. C'est deux de plus qu'en 2015, comme le montre une nouvelle étude publiée dans Science. Les limites planétaires dépassées sont celles du réchauffement climatique, de la biosphère, de la déforestation, des cycles de l'azote, des polluants et de l'eau douce. La pression sur ces systèmes et cycles terrestres ne cesse de croître. "La Terre est un patient qui ne va pas

bien", déclare le co-auteur Johan Rockström, directeur de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact climatique (PIK), cité dans un communiqué de l'institut. "Nous ne savons pas combien de temps nous pourrions dépasser de cette manière des limites décisives avant que les effets n'entraînent des changements et des dommages irréversibles". Plus d'informations sur scinexx, Stockholmresilience.org et Watson.



Azote pour le Stockholm Resilience Centre, basé sur une analyse dans Richardson et al 2023.

Merci et meilleures salutations de la part d'Anja et Thomas ! N'hésite pas à faire suivre le journal climatique. Si tu n'es pas encore sur la liste de distribution, tu peux t'y abonner ici :

<https://bit.ly/Klimazeitung>